



Gilles Berhault : « Les acteurs non étatiques se mobilisent »



Gilles Berhault. - Photo DR

Solutions COP21 s'exposera au Grand Palais à Paris en marge de la COP21. La mobilisation des acteurs publics, associatifs et privés prend de l'ampleur. Le réseau Comité 21 a lancé, avec le Club France Développement durable, le dispositif Solutions COP21, destiné à promouvoir des solutions pour le climat d'acteurs non étatiques. Que révèle cette initiative ?

Ce projet s'inscrit dans la démarche de l'« Agenda des solutions » mené conjointement par les présidences péruvienne de la COP20 et française de la COP21 et les Nations unies, destiné à faciliter la mise en oeuvre de l'accord visé à Paris. Solutions COP21 révèle que la mobilisation des acteurs publics, associatifs et privés prend de l'ampleur. Des collectivités territoriales, des entreprises, des ONG, des chercheurs... s'activent pour nourrir une plateforme contributive et montrer que de multiples produits, services et innovations existent ou sont en projet à travers le monde dans l'ensemble des activités humaines (l'énergie, la mobilité, le bâtiment, l'alimentation...) pour lutter contre le changement climatique. Il faut les valoriser et les déployer, créer une dynamique pour convaincre qu'une société post-carbone est une perspective positive. Plus ces acteurs seront force de propositions, plus ils encourageront les gouvernements à trouver un accord ambitieux à Paris. Enfin, leur mobilisation est indispensable pour la suite car il leur faudra se coordonner pour traduire en actions les décisions prises lors de la COP. Les questions fondamentales, en particulier celle du soutien financier pour aider les pays à accélérer la transition vers une économie bas-carbone, doivent se régler à Paris pour qu'ensuite les conditions de mise en oeuvre soient discutées à Marrakech en 2016.

Le Comité 21 publie un ouvrage collectif « Quelles solutions face au changement climatique ? » en partenariat avec le CNRS. Quels sont ses principaux messages ? Le regard des entreprises est-il en train de changer ?

Cet ouvrage répertorie les solutions innovantes à notre portée pour faire face au changement climatique et s'interroge sur leur viabilité et leur efficacité, en couvrant un champ très large d'activités. Cette mise en perspective des avancées mais aussi des questions à creuser doit jouer un rôle d'accélérateur pour que les meilleures de ces solutions se concrétisent grâce à des plans d'action à grande échelle. Au même titre qu'il existe une grande alliance de la recherche autour de l'analyse du changement climatique avec le GIEC, il faut mobiliser des scientifiques et d'autres spécialistes pour renforcer la recherche tournée vers les solutions et accélérer le processus d'innovation. Pour soutenir cette ambition, les entreprises sont des acteurs majeurs. Les choses bougent à l'approche de la COP21. Des entreprises se regroupent au sein d'alliances comme Caring for Climate par exemple, qui réunit des firmes innovantes cherchant à poser les principes d'un développement écoresponsable. Plusieurs grands groupes français lancent des stratégies de limitation des émissions carbone, d'innovation énergétique, de performances environnementales. Il faut sortir d'un discours culpabilisateur pour amener l'ensemble des entreprises à considérer le changement climatique comme générateur d'opportunités. Beaucoup de grandes technologies existantes peuvent être



[Visualiser l'article](#)

prises au service du climat. Il ne s'agit pas de nier les contraintes, le coût des transformations, les baisses d'activité dans certains domaines, mais de montrer que le développement de stratégies bas carbone peut être profitable et source d'innovation. Il y a des marchés à prendre !

Beaucoup d'initiatives ont lieu à l'échelle des territoires dans le monde. Pouvez-vous donner des exemples significatifs ?

L'engagement des villes et des territoires est essentiel à la réussite des actions climatiques et plusieurs réseaux (Les villes neutres en carbone, Le pacte des maires, Eurocities...) sont désormais actifs. Les villes de Vancouver au Canada, Curitiba au Brésil et Copenhague au Danemark sont, par exemple, en pointe en termes de réduction des émissions de GES car elles ont développé une approche globale en agissant sur les transports, l'habitat, les systèmes énergétiques, la gestion des déchets, l'implication des habitants... L'objectif de Copenhague est d'atteindre la neutralité carbone en 2025. Des acteurs infranationaux s'allient pour agir comme c'est le cas entre le Québec et la Californie qui ont lié leurs marchés du carbone depuis janvier 2014, créant ainsi le plus vaste marché de ce type en Amérique du Nord. Ces deux Etats ont également lancé avec les Pays-Bas en août dernier une Alliance internationale sur les véhicules zéro émission (Alliance VZE) et invitent d'autres Etats ou provinces à les rejoindre pour accélérer l'adoption des VZE à l'échelle mondiale. Ces quelques exemples parmi tant d'autres signalent que les territoires sont en mouvement dans la lutte contre le changement climatique. Quelle que soit l'issue de la COP21, ces démarches volontaires se poursuivront.